

ser; mais, en ce moment, il n'osait point encore faire montre d'hostilité ouverte, et il se bornait à tâter le terrain.

Napoléon III comprit le danger qui menaçait nos troupes au Mexique, et il adressa au maréchal l'importante lettre qu'on va lire :

Camp de Châlons, 17 août 1865.

Mon cher Maréchal,

Je vous remercie de vos souhaits que vous m'adressez au nom de l'armée.

Je viens aujourd'hui vous parler de choses graves et sur lesquelles j'appelle toute votre attention.

Nos relations avec les États-Unis ne sont pas mauvaises; cependant elles prennent un caractère qui pourrait devenir grave. Il faut donc que vous preniez vos dispositions en conséquence, et, si jamais les États-Unis veulent envahir le Mexique, le seul point à adopter serait d'évacuer tous les points qui sont à la circonférence et de prendre position dans un endroit central. Il faudrait laisser s'épuiser les envahisseurs par des marches longues et difficiles, dans un pays malsain et privé de ressources, et tomber avec toutes vos forces réunies sur un ennemi fatigué et probablement divisé.

Si dans la guerre contre la Russie nous avons réussi, c'est que j'avais bien pensé qu'en portant la lutte en Crimée, les Russes épuiserait leurs forces dans les marches : c'est ce qui est arrivé. Les plus grandes difficultés pour les armées, et surtout pour les armées mal organisées, ce ne sont pas les combats, mais les marches à de grandes distances : ne l'oubliez pas dans l'occasion. Ensuite il ne faut pas vouloir tout occuper, mais, au contraire, faire la part du feu, abandonner hardiment tout ce que l'on ne peut conserver avec avantage, et masser vos troupes au lieu de les éparpiller.

Je sais qu'avec votre expérience ces recommandations sont presque inutiles; cependant j'ai voulu appeler sur ces graves questions votre attention. *Je vais m'occuper avec le ministre de la Guerre de ce que nous pouvons faire pour accroître insensiblement vos forces.*

Faites comprendre à l'Empereur que, dans les circonstances graves dans lesquelles nous pouvons nous trouver d'un jour à l'autre, il ne s'agit pas de faire du libéralisme et de la clémence, mais de montrer de l'énergie, du bon sens et de se livrer complètement à ceux là seuls qui peuvent le sauver.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Pour donner une idée des difficultés que comportait la situation du commandant en chef, nous transcrivons ici un passage de la dépêche que lui adressait à la même date le maréchal Randon :

*Il n'est pas douteux que nous verrons rentrer avec une grande satisfaction de nouvelles troupes du Mexique, parce que cela prouverait que les affaires se consolident. Je ne puis donc, en ce qui me concerne, que vous remercier de l'espérance que vous me donnez.*

Je ne vous parle pas des affaires américaines : que pourrais-je vous en dire, alors que personne, je crois, ne sait ce que fera ou pourra faire ce gouvernement ?

Il est évident que le maréchal Randon, resté à Paris, ignorait ce qu'écrivait, de Châlons, Napoléon III, car la contradiction était grande entre le souverain, qui parlait d'accroître « insensiblement » le corps expéditionnaire, et le ministre, qui manifestait l'espoir de le voir réduit par de nouveaux renvois de troupes. Le

maréchal Bazaine n'hésita point : il suivit les instructions émanées de Napoléon III.

Il se mit aussitôt en mesure d'exécuter le plan qu'il lui traçait ; mais, investi seul de la confiance de son souverain, il ne pouvait divulguer à personne, pas même à Maximilien, et surtout moins à Maximilien qu'à tout autre, à cause de son entourage, les motifs qui le faisaient agir. Aussi, les premiers ordres à peine donnés, de toutes parts s'élevèrent des réclamations : généraux commandant le territoire, préfets, ministres, et l'Empereur plus encore, croyant à quelque plan nouveau conçu par le maréchal, lui prêtèrent des intentions qu'il n'avait certes pas. En quelques semaines, un revirement se fit dans l'opinion publique. La popularité dont il avait joui jusque-là s'évanouit ; on l'accusa de travailler à la ruine de Maximilien. Rappelant son mariage avec une mexicaine, on lui prêta les projets les plus ambitieux.

Seul en face de ce déchainement hostile, il ne songea qu'à remplir le devoir qui lui était tracé, et son silence obligé fut bientôt considéré comme la preuve, sinon l'aveu, de ces coupables menées.

Dans sa dépêche du 31 août, le ministre complétait les instructions données par Napoléon III :

L'organisation que vous avez donnée aux deux divisions me paraît très logique. J'approuve également, par anticipation, le projet que vous paraissez avoir de verser les deux escadrons de hussards, hommes et chevaux, et de renvoyer les cadres en France. Il vaut toujours mieux avoir de gros escadrons et bataillons que des fictions d'effectif.

J'ai mis, comme toujours, vos rapports politiques et militaires sous les yeux de l'Empereur, qui ne manque pas de les lire avec le plus grand intérêt, et qui me charge de vous témoigner sa satisfaction sur la manière dont vous dirigez les opérations et sur la netteté de vos aperçus politiques et administratifs. Je comprends parfaitement la divergence qui peut parfois se produire entre votre jugement sur les faits accomplis ou qui s'accomplissent et celui du gouvernement mexicain : il ne peut en être autrement, en raison des points de vue différents qui s'offrent à l'horizon.

*Vous considérez notre intervention comme ne devant durer que rigoureusement le temps nécessaire pour accomplir l'œuvre que nous avons entreprise, et le Gouvernement mexicain serait disposé à penser que nous devons sacrifier nos propres intérêts aux siens, et ne songer à nous séparer de lui que lorsque le pays tout entier sera entré dans un calme et un ordre parfaits, c'est-à-dire à une époque indéterminée.* C'est, sous beaucoup de rapports, le second volume de notre occupation de Rome ; et, pour continuer le sens de cette comparaison, nous devons peut-être chercher à limiter la durée de notre séjour au Mexique aux conditions d'une reconnaissance de l'Empire mexicain par les États-Unis.

Je sais que l'Empereur Maximilien trouve excessives les dépenses qu'entraînent les expéditions que vous êtes forcé d'entreprendre ; il dit que celle d'Oajaca aurait coûté au Trésor mexicain dix millions de francs : j'ai de la peine à croire ce chiffre parfaitement exact. Mais, dans tous les cas, je demanderai s'il serait plus juste et plus naturel que ce fût le Trésor français qui couvrit ces dépenses, dont il n'a aucun profit à tirer...

*Je crois que vous êtes dans le vrai en cherchant à faire occuper par les troupes mexicaines les postes les plus excentriques, afin d'avoir vos régiments le plus sous la main que vous pourrez, afin d'être d'autant plus en mesure de faire face aux éventualités qui peuvent se produire du côté du Rio-Grande.*

L'approbation, on le voit, était aussi nette qu'explicite : le maréchal n'avait donc qu'à persévérer dans son plan de conduite. Cette lettre, cependant, contenait une révélation grave : Maximilien commençait à le battre en brèche. Cette accusation fautive d'avoir dépensé dix millions dans l'expédition d'Oajaca était le prélude des attaques destinées à miner la position du commandant en chef auprès de son gouvernement. Mais cette campagne de calomnies était menée comme toute chose — maladroitement ; — il était facile à l'accusé d'y répondre : les pièces authentiques ne lui manquaient pas.

Le maréchal ne se laissa pas détourner de son devoir, et, mesurant toute la responsabilité qui lui incombait en présence d'un conflit éventuel entre la France et les États-Unis, il maintint son plan de sage concentration.

Sur sa demande, le commandant de *la Tisiphone*, en station près du Texas, envoya à terre un enseigne de vaisseau, M. de la Bédollière, avec mission de se renseigner sur les préparatifs des Américains. Cet officier passa cinq jours à Brownsville et à Brazos, et acquit la certitude qu'une armée de 70 000 hommes était concentrée dans ces parages. L'infanterie, composée de nègres mal vêtus, mal chaussés, quoique bien armés, était, à vrai dire, peu redoutable. Par contre, la cavalerie était excellente, et l'artillerie aussi.

Les nègres avaient été amenés là moins pour former une armée que pour désertir et aller renforcer les bandes juaristes. Le maréchal chercha à prévenir ce

danger en leur offrant mieux : il décida que tous les fédéraux ou confédérés qui viendraient se réfugier au Mexique seraient admis à entrer dans la légion étrangère, au même titre que les étrangers s'engageant en Europe. Il enlevait ainsi à Juarez des contingents redoutables. Cela fait, il donna ordre au général de Castagny de ramener toutes ses troupes autour de Durango.

L'ordre alla atteindre le général Brincourt à Chihuahua. Cet officier supérieur ignorait que sa mission ne serait que temporaire : il s'était installé dans cette ville avec l'intention bien marquée de ne pas l'abandonner du jour au lendemain. L'ordre de départ le consterna. Que dirait-on de lui ? que penserait-on de ce général envoyé pour délivrer un pays des troupes juaristes et leur cédant la place aussitôt ? Il connaissait la discipline, mais l'amertume l'emporta sur le devoir : il écrivit à son supérieur pour protester contre l'ordre qu'il recevait :

2<sup>e</sup> DIVISION MILITAIRE  
1<sup>re</sup> BRIGADE

Chihuahua, le 17 octobre 1865.

CONFIDENTIELLE  
ET PARTICULIÈRE

Mon Général,

N<sup>o</sup> 129

Le courrier qui vient d'arriver m'apporte votre lettre confidentielle du 7 octobre : je vois avec peine qu'il nous faut abandonner le Chihuahua à l'ennemi.

Je ne crois pas exagérer les conséquences de cette retraite en affirmant qu'elle va donner un nouvel aliment à la guerre, qui prendra le caractère d'une lutte nationale.

*Mais ce qui pardessus tout m'est désagréable, c'est que j'ai joué ici fort innocemment le rôle odieux d'un trompeur : je*

suis venu, au nom de la France, au nom de l'Empereur Maximilien, offrir la paix, la sécurité, la protection de nos armes, à une population opprimée par Juarez et ses adhérents.

Selon les instructions de mes chefs, j'ai organisé le pays, remplaçant partout les autorités juaristes par des hommes paisibles, auxquels j'ai demandé leur adhésion au gouvernement impérial. J'ai reformé les administrations avec d'honnêtes gens, qui gagnent par leur travail le pain de leur famille. J'ai entraîné les populations indiennes de la Sierra dans un mouvement de régénération : je leur ai fait combattre les dissidents dans l'intérêt de la cause impériale ; et aujourd'hui il me faut abandonner aux excès et aux vengeances des libéraux des milliers de pauvres gens qui se sont fiés à ma parole et qui ont compté sur notre protection, *pour exécuter un mouvement militaire de concentration dont je ne puis deviner le but*. Et cela sans laisser à un préfet politique représentant l'Empereur Maximilien, à un général ou à un corps de troupes représentant l'intervention française, le soin de protéger tant d'intérêts, le devoir de défendre un sol glorieusement conquis par nos armes.

Certes les motifs de cette concentration doivent être bien puissants, puisqu'ils exigent de l'armée française un pas en arrière qui compromet son honneur. Je n'ai pas à les apprécier : je n'ai qu'à obéir. Mais j'aime mieux briser mon épée que la tacher.

Je viens donc, mon général, vous prier de m'enlever mon commandement, si définitivement nous devons abandonner le Chihuahua. Le colonel Carteret, auquel je transmettrai toutes vos instructions, conduira la colonne, que j'accompagnerai comme simple particulier.

Je donnerai ma démission s'il le faut.

Mais au moins il ne sera pas dit que j'ai abandonné des malheureux après les avoir trompés, que j'ai battu en retraite devant un ennemi imaginaire ou sans combattre. Et si, comme je le suppose, les populations se soulèvent peu à peu derrière nous, il ne sera pas dit que *j'ai perdu par fai-*

*blesse tous les fruits de l'intervention, et précipité la retraite de l'armée française.*

Ainsi que je vous l'ai fait connaître par ma lettre confidentielle n° 118, je répons de garder le Chihuahua avec 1,000 hommes : je vous en rends 1,100 pour couvrir Durango...

Si vous envisagez comme moi, mon général, les conséquences de l'abandon du Chihuahua, *aidez-moi, dans l'intérêt et pour l'honneur de l'armée, à faire revenir S. Exc. le maréchal d'une détermination qui peut avoir des conséquences si funestes.*

Fort de ma conscience, je prends toute la responsabilité d'une résistance qu'on taxera d'opposition ou d'indiscipline.

Si vous jugez que nous devons obéir immédiatement, enlevez-moi mon commandement pour le donner au colonel Carteret, afin qu'il soit bien constaté que j'ai résisté à un ordre qui me déshonore.

Veuillez agréer, etc.

BRINCOURT.

Le général de Castagny comprit ce qu'il y avait de douloureux pour le général Brincourt à battre ainsi en retraite, et, passant sur l'acte d'indiscipline commis par cet officier, il lui maintint son commandement et l'ordre de ramener ses troupes à Durango. Il se borna à transmettre au commandant en chef copie de cette lettre, avec cette observation : « Il est parfois dur d'exécuter certains ordres ; mais, si chaque officier se croyait autorisé à discuter les ordres qu'il reçoit, il n'y aurait plus d'armée possible ».

Le maréchal jugea la protestation du général Brincourt « un acte de loyauté », et il le reçut à Mexico avec la plus grande cordialité. Il le détourna de l'idée

de rentrer en France, et le conserva auprès de lui.

Il en était à peu près partout comme dans le Chi-huahua : dès que nos soldats paraissaient, le pays se soumettait, l'administration s'organisait au nom de l'empire : nos soldats s'éloignaient, et tout ce qui avait été établi s'effondrait derrière eux.

Dans son rapport politique du 15 septembre, le commandant en chef reproduisait quelques passages des rapports du général Douay et du général Neigre, faisant siennes ainsi les appréciations de ces deux officiers supérieurs. A ce titre, elles méritent doublement de figurer ici.

Rapport du général Douay, commandant à San-Luis-de-Potosi :

L'organisation politique établie par le gouvernement impérial n'a produit jusqu'ici aucun résultat. *La tranquillité qui règne dans certains départements n'est qu'apparente et due seulement à l'occupation française.* Les partisans sincères du gouvernement sont en petit nombre. Dans l'état présent des esprits, on ne peut compter sur le concours de personne, à quelque parti qu'il appartienne.

Rapport du général Neigre, commandant à Léon :

La situation est toujours très tendue. On espère chaque jour un changement devenu indispensable dans la politique et l'énergie du gouvernement.

Déjà, le 10 août, ce général écrivait :

Si nos colonnes gagnent chaque jour du terrain en combattant, il est pénible de reconnaître qu'il n'en est pas de même de l'administration centrale.

Il est bien certain que rien ne se fait dans les départements. Partout où l'on a la paix, on demande une organisation forte, solide et durable ; mais chacun voit avec dégoût qu'on ne fait pas droit à ce désir. Les dissidents seuls s'en réjouissent.

J'estime que la situation politique actuelle est beaucoup plus mauvaise que celle d'il y a un an, alors que l'autorité était entre les mains de l'armée française, et que le pays tout entier était plein des plus légitimes espérances.

Le gouvernement n'a pas conquis une seule sympathie, car personne, depuis cette époque, ne s'est rallié de bonne foi, et les plus chauds partisans de l'empire se sont beaucoup refroidis. La confiance dans l'avenir disparaît, et peu à peu la désaffection s'étend partout.

Qui donc, après cela, osera dire que le maréchal Bazaine a caché la situation de l'empire, a dissimulé la vérité à son gouvernement ? Nous avons multiplié ces citations pour en finir une bonne fois avec cette accusation.

Maintenant, si le maréchal ne désespérait point encore, c'est qu'il comptait toujours sur un revirement dans l'esprit de Maximilien :

La situation générale de l'empire, écrivait-il le 15 septembre comme résumé de son rapport, ne pourra subir une modification sérieuse et favorable que le jour où l'Empereur Maximilien se décidera à changer radicalement les conseillers qui l'entourent : cette mesure est regardée par tout le monde comme indispensable.

*S. M. elle-même paraît le comprendre et m'en a donné dernièrement l'assurance.* Je regrette qu'elle croie devoir attendre encore pour prendre cette détermination, car l'expérience faite est bien concluante, et tout ajournement fait perdre un temps précieux.

De quel nom pourrait-on qualifier la conduite des ministres qui poussaient Maximilien dans la voie où il s'était si malheureusement engagé? N'était-ce pas folie, alors que tout l'édifice impérial reposait, dans un équilibre très instable d'ailleurs, sur les baïonnettes de nos soldats, d'attaquer sourdement leur chef et de se livrer contre eux à des taquineries mesquines? Pour finir par un trait plaisant, n'avait-on pas imaginé, dans le programme des fêtes de septembre, de qualifier l'armée française d'*armée auxiliaire*?

## CHAPITRE XV

Mission Langlais. — Accueil fait par le gouvernement mexicain. — Inquiétude des esprits. — Quiétude de Maximilien. — Allocution de l'Empereur à la fête de l'Indépendance. — Les petits-fils d'Iturbide. — Adoption projetée. — Nouvelles militaires. — Juarez quitte le territoire mexicain. — Proclamation de l'Empereur (2 octobre). — Décret du 3 octobre 1865. — Approbation du maréchal Bazaine. — Exécution des généraux Arteaga et Salazar. — Maximilien regrette ces mesures. — Continuation des mauvais procédés du gouvernement mexicain. — Lettre du Maréchal au ministre de la Guerre. — Indécisions de l'Empereur. — Sa lettre à Napoléon III (20 octobre). — Les *Peones*. — Décret du 1<sup>er</sup> novembre.

Le gouvernement français avait offert à Maximilien de lui envoyer des hommes compétents et habiles destinés à organiser les divers services de l'administration. Pour les finances, le premier chargé de cette mission fut M. Corta, député au Corps législatif, qui arriva au Mexique vers le commencement de l'année 1864. Il n'y resta pas longtemps, et revint en France quelques mois après. Ce court séjour parut lui suffire pour apprécier les richesses du Mexique : il en fut littéralement ébloui, et il communiqua à ses col-